



Maison de l'Europe de Paris

## Bilan de la PFUE : points de vue allemands

**Dans le cadre de la semaine franco-allemande en commémoration de la signature du Traité de l'Elysée, la Maison de l'Europe de Paris et la Fondation Friedrich Ebert ont organisé le 29 janvier 2009 une conférence sur le bilan d'une Présidence française de l'Union européenne (PFUE) marquée par des frictions entre la France et l'Allemagne. Henri de Bresson, ancien journaliste au *Monde*, a dirigé ce débat entre Ernst Hillebrand, directeur du bureau parisien de la Fondation Ebert<sup>1</sup> et Lutz Meier, correspondant du *Financial Times Deutschland* à Paris.**

**Henri de Bresson** a introduit le débat par un bref rappel des grandes étapes de la Présidence française de l'Union européenne (PFUE). Première étape : le choc suscité à Berlin par le projet sur l'Union méditerranéenne devenue depuis l'Union pour la Méditerranée, lancée les 13 et 14 juillet 2008 à Paris par le président français. Deuxième étape : la crise en Georgie pour laquelle le président français a fait preuve de réactivité et a mis en œuvre une stratégie européenne permettant d'obtenir des négociations. Troisième étape, la crise financière puis économique : Paris et Berlin ont été en désaccord sur la réponse à apporter pour finalement aboutir à des concepts peu éloignés, a observé Henri de Bresson. Avant de pointer une nouveauté au cours de cette présidence : la France, qui avait jusqu'alors eu plutôt tendance à privilégier ses relations avec la Commission européenne, les a renforcées avec le Parlement européen.

Selon **Ernst Hillebrand**, le bilan dans la presse allemande de la PFUE est assez positif. La presse salue le retour de la France en Europe et la réactivité du président Nicolas Sarkozy dans la gestion de la crise financière. La presse allemande critique cependant la tentative de rapprochement de la France avec le Royaume-Uni et s'interroge, suite à la crise géorgienne, sur les perspectives à long terme des relations entre l'Union européenne et la Russie. La France est également créditée d'avoir bien géré le « non » irlandais ainsi que le « Paquet climat ». Les points négatifs sont loin d'être absents des colonnes des journaux outre-Rhin. Le style du président français est généralement jugé trop fonceur et pas assez participatif. La question d'un gouvernement économique de l'Europe, remise à l'ordre du jour par Nicolas Sarkozy, déplaît côté allemand. Quant à l'Union pour la Méditerranée, elle a suscité également des réactions très négatives au départ en Allemagne, principalement parce que le président français a semblé vouloir faire cavalier seul. Dans l'ensemble, a conclu Ernst Hillebrand, certes, les relations franco-allemandes n'ont pas été renforcées mais elles ne sont pas non plus affaiblies.

En revanche, pour **Lutz Meier**, le bilan des relations franco-allemandes récentes est plus contrasté. Le scepticisme outre-Rhin vis-à-vis du voisin français est antérieur à la présidence française de l'Union. Cette situation entraîne des difficultés dans les affaires

---

<sup>1</sup> proche du parti social-démocrate allemand

économiques, comme on peut le constater quand des entreprises françaises et allemandes travaillent ensemble (cf. Siemens/Areva, SNCF/DB...). Selon le journaliste, il semble régner en Allemagne une déception générale vis-à-vis de l'Europe. Lutz Meier évoque une « renationalisation » d'un pays jusqu'alors très pro européen.

**Henri de Bresson** parle lui de la « méfiance » des Allemands qui s'interrogent sur ce que leur pays retire de l'Europe. Dans le futur, les relations franco-allemandes redeviendront-elles plus sereines, questionne-t-il ? Il y aura toujours des sujets qui fâchent dans la sphère économique, prévient Ernst Hillebrand, notamment parce que la France et l'Allemagne ont une structure industrielle proche et sont vouées à la concurrence. Et comme le volontarisme politique de ces dernières décennies est révolu, il faut s'attendre à une phase de confrontation. Seul un travail interculturel en vue d'une compréhension mutuelle des personnes, souligne Lutz Meier, peut changer la donne. La nomination, en France, d'un secrétaire d'Etat aux Affaires européennes germaniste, Bruno Le Maire, permettra-t-elle d'aller dans cette direction ?

*(Synthèse : Catherine Barnéoud, Fondation Genshagen).*